



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/DW

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SOCIÉTÉ DU TERMINAL DE DUNKERQUE  
de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de  
l'environnement pour son établissement à DUNKERQUE**

Le préfet du Nord  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 124-4, L. 171-6, L. 171-8, L.172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2014 autorisant la société RUBIS TERMINAL à exploiter les appointements môle V et quai Freycinet 12 sis port Est à DUNKERQUE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mai 2016, imposant à la société RUBIS TERMINAL des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de son établissement situé à DUNKERQUE concernant le dépôt Môle V ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le courrier de l'exploitant du 17 juillet 2024 informant Monsieur le préfet du Nord que la nouvelle raison sociale de la société RUBIS TERMINAL est SOCIÉTÉ DU TERMINAL DE DUNKERQUE et le nouveau logo « TEP SA ST DUNKERQUE » ;

Vu le rapport du 5 janvier 2026 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 5 janvier 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 5 janvier 2026 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 19 janvier 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 23 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne dispose pas d'un rideau d'eau sur le quai Freycinet 12 ;
2. ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.6.1 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2016 susvisé ;
3. ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de rideau d'eau pourrait aggraver les conséquences d'un incendie (protéger le navire ou les navires d'un accident sur le quai et inversement) ;
4. face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure SOCIÉTÉ DU TERMINAL DE DUNKERQUE de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 7.6.1 de l'arrêté du 19 mai 2016 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La SOCIÉTÉ DU TERMINAL DE DUNKERQUE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé port 2205, 2205 route du Môle 5, à DUNKERQUE (59140) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans un délai à compter de la notification du présent arrêté figurant dans le tableau ci-dessous :

Référence réglementaire	Action à mettre en œuvre	Délai (à compter de la notification de l'arrêté)
7.6.1 de l'arrêté du 19 mai 2016	Mettre en place un rideau d'eau sur le quai Freycinet 12 pour protéger le navire ou les navires d'un accident sur le quai et inversement.	3 mois

### Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif de LILLE peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DUNKERQUE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le

23 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO